

faire baisser les taux d'intérêt au Canada soit en réimposant un plafond ou en ayant recours à quelque autre moyen pour enrayer la hausse des taux d'intérêt?

L'hon. M. Benson: Je doute fort qu'en réimposant un plafond on fasse baisser les taux d'intérêt au Canada. Ce serait tout simplement plus difficile pour le Canadien moyen, tel mon honorable ami et moi-même, d'emprunter. J'ai discuté du problème des taux d'intérêt, qui est un problème international étroitement lié aux taux d'intérêt aux États-Unis. N'empêche qu'à mon avis, on ne parviendra à freiner la hausse des taux d'intérêt à la longue qu'en contrôlant le taux de l'inflation dans les pays occidentaux.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Islands): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances songerait-il à s'entretenir avec le ministre des Finances d'Australie pour savoir comment ce gouvernement trouve moyen d'offrir des prêts hypothécaires à 5 p. 100?

M. l'Orateur: Le député a fait sa requête; il peut présumer que le ministre des Finances en tiendra compte.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LA BAIE PLACENTIA (T.-N.)—LA PRÉSENCE DU MINISTRE À UNE RÉUNION D'URGENCE AU SUJET DE LA POLLUTION

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêcheries et Forêts. Le ministre nous dira-t-il s'il a été invité par les pêcheurs de la baie de Plaisance à assister à une réunion d'urgence qui se tiendra demain à Saint-Jean. Si oui, compte-t-il y assister? Il s'agit des pêcheurs affectés par la pollution.

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Monsieur l'Orateur, je vais répondre aux pêcheurs de la région que je serai bientôt chez eux. Mais je ne pourrai y être demain.

M. Carter: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. En supposant que certains collaborateurs du ministre assisteront à cette réunion, le ministre nous dira-t-il s'ils ont reçu des directives précises pour contribuer à calmer l'agitation et à faire droit aux plaintes des pêcheurs de la région.

L'hon. M. Davis: On a indiqué à ces fonctionnaires dans quelles conditions les fonds seront mis à la disposition des pêcheurs, et quels progrès ont été accomplis dans le domaine de la pollution dans cette région. On

leur a dit également qu'on espère réduire la zone interdite pour permettre aux pêcheurs de reprendre leurs activités dans certaines parties de la baie de Plaisance.

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Étant donné que la réunion d'urgence comprendra environ 700 ou 800 personnes, le ministre peut-il nous dire si ses fonctionnaires sont au courant des changements qui seront apportés aux mesures actuelles qui ont provoqué l'agitation?

L'hon. M. Davis: Les mesures actuelles visent à rétablir le revenu des pêcheurs à son niveau normal. J'ai pensé que cela suffirait à les calmer un peu.

M. Carter: Monsieur l'Orateur, le ministre est-il au courant du mécontentement et de l'agitation créés chez les pêcheurs de cette région par la façon dont les fonctionnaires du ministère des Pêches les ont traités?

M. l'Orateur: Le député réitère sa question.

LES POSTES

LE SYSTÈME DE ZONAGE À TORONTO

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Le ministère a-t-il l'intention de ne plus appliquer le système de zonage postal à Toronto?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et ministre des Communications): Pas du tout. Nous avons mis le système de zonage en vigueur à Toronto et dans quelques autres grandes villes. Nous en suspendons l'application ailleurs jusqu'à ce que nous ayons pu étudier très attentivement la recommandation d'un comité d'étude concernant la mise en vigueur d'un système national de codification numérique. Si nous établissons un tel système, il englobera les zones existantes.

L'OUVERTURE DES PRINCIPAUX BUREAUX LE SAMEDI

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, le ministre des Postes songe-t-il à garder ouverts le samedi les principaux bureaux de poste?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et ministre des Communications): Nous y songeons. Nous envisageons vraiment d'augmenter ou de réduire les services offerts actuellement. Nous examinons les limites maximale et minimale.